ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 JUIN 1968 - 8e CIRCONSCRIPTION



ATTENTION !
Nous devons éviter une crise plus grave !...

Le gouvernement est le seul responsable de la crise actuelle, car il a fait payer sa politique de prestige par le blocage des prix agricoles et des salaires et il a toujours refusé d'écouter les avertissements des Syndicats, des Organisations Professionnelles et des Parlementaires.

Les ouvriers grévistes n'ont jamais voulu faire une révolution ou changer le Drapeau Tricolore. Mais ils ont été forcés de défendre leurs conditions de vie et de travail devant la hausse des prix et le chômage croissant.

Il est urgent de changer le régime et les hommes qui, après dix ans de pouvoir absolu, ont conduit notre pays à cette faillite, malgré tous les avertissements, parce qu'ils ont ignoré les désirs profonds des citoyens.

Tous nous voulons :

— une vraie démocratie où tous les hommes soient libres et responsables ;

— le respect de toutes les libertés individuelles (et en particulier du droit au travail comme du droit de grève, et du droit à une information objective) ;

— la garantie de toutes les libertés communales (et nous sommes contre le projet de loi gouvernemental qui veut supprimer les communes de moins de 2 000 habitants) ;

— une complète justice sociale, en particulier pour les retraités (dont les retraites doivent être suffisantes pour éviter le cumul d'emplois) ; pour les familles nombreuses et pour tous les défavorisés.

— l'extension de la Sécurité Sociale ;

— des emplois pour tous et en particulier pour tous les jeunes ;

— des écoles suffisantes et bien réparties pour que chaque enfant puisse apprendre le métier qui lui convient ;

— des logements à la portée des salaires modestes ;

— un niveau de vie normal pour tous :

- pour les **ouvriers** dont les augmentations de salaires risquent d'être absorbées par les augmentations de prix ;
- pour les **agriculteurs** qui ne peuvent pas se contenter d'accords précaires, insuffisants, toujours remis en question (comme l'accord

laitier de Bruxelles) et dont le niveau de vie ne peut être assuré que par une garantie et une indexation des prix ;

- pour les **commerçants et les petites et moyennes entreprises** qui risquent d'être mis en difficulté par la T. V. A. et les augmentations de salaires.

Tous nous voulons une véritable Communauté Européenne économique et politique, nécessaire à l'organisation des marchés industriels et agricoles.

Tous nous voulons que le PAYS DE CAUX soit aidé et nous refusons le plan d'aménagement de la Basse-Seine qui condamne notre circonscription.

En prévoyant la crise l'année dernière, j'ai montré que je sais voir clair.

Pendant la crise, j'ai montré que je sais prendre mes responsabilités. J'ai montré que je sais défendre les intérêts de ceux qui m'ont fait confiance.

Si vous me faites confiance, je saurais aussi défendre VOS INTÉRÊTS, ceux du PAYS DE CAUX et ceux de la FRANCE.

Vive la France !

Vive la République !

Docteur Pierre BOBÉE

Conseiller Général - Maire d'YVETOT

Membre de la Commission Départementale d'Equipement

(Education Nationale, Construction et Urbanisme)

Membre du Conseil d'Administration du Lycée Agricole d'YVETOT

Président Départemental de la F. G. D. S.

Jacques FOURNIER (Suppléant)

Professeur au C. E. G. de SAINT-VALERY-EN-CAUX

VU : LE CANDIDAT

Imp. YVETOTAISE - Yvetot